

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2021-02-05 DU 11 OCTOBRE 2021

L'An deux mille vingt et un, le 11 octobre,
Le Conseil Municipal, dûment convoqué, le 5 octobre, conformément aux articles L 2121-7,
L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la salle
Daniel Balavoine, sous la présidence de Monsieur Patrick NICOLE-WILLIAMS, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 33
Nombre de Conseillers Municipaux présents : 26
Nombre de Conseillers Municipaux absents représentés : 6
Nombre de Conseillers Municipaux excusés : 1
Nombre de Conseillers Municipaux absents : /

PRESENTS : Mmes et MM. P. NICOLE-WILLIAMS, C. GUETAT, C. KOPFERSCHMITT, J. DOS SANTOS, D. PENOT, J.C. DURA, M. LORIOT-CARNIS, Y. TOUYERAS, N. GUSTO, R. MESLEM, M. FAYET, J. GUILLERMINET, C. GAMBIER-ORTIZ, M. GUENNOUN, M. LOMBARD, L. DI SANTO, B. LOUKILI SENHAJI, M. TUNCA, H. KHETTAB, J. GAGET, A. CROS, L. GRONDIN, K. HALLOUL, A. SAGIROGLU, C. DUMOULIN, B. JAN

ABSENTS REPRESENTES :

G. GENTHON pouvoir à J. GAGET
Z. MAZARI pouvoir à D. PENOT
C. DEBRYE pouvoir à J.C. DURA

J.N. SALMON pouvoir à K. HALLOUL
A. VERJUS pouvoir à A. SAGIROGLU
L. NASSISI pouvoir à B. JAN

EXCUSES : A.V. MITTENDORFER

OBJET : CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICES DE DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES : MUTUALISATION CAPI

NOTE DE SYNTHESE

Le règlement européen 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données dit « RGPD » est entré en vigueur le 25 mai 2018.

Le RGPD encadre le traitement des données personnelles sur le territoire de l'Union européenne. Le contexte juridique s'adapte pour suivre les évolutions des technologies et des sociétés (usages accrus du numérique, dématérialisation des administrations, développement du commerce en ligne...).

Ce règlement européen s'inscrit dans la continuité de la Loi française Informatique et Libertés de 1978 et renforce le contrôle par les citoyens de l'utilisation qui peut être faite des données les concernant.

Il appartient aux collectivités de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer une protection optimale des données personnelles qu'elles utilisent.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2021-02-05 DU 11 OCTOBRE 2021

Il en découle l'obligation :

- de nommer un délégué à la protection des données: le Délégué à la Protection des Données (DPO)
- d'établir une cartographie de tous les traitements, flux et circuits de données personnelles, de mettre en place un plan d'actions pour mettre en conformité les traitements qui ne le sont pas,
- de tenir à jour un registre des traitements des données.

Cela induit également de minimiser autant que possible la collecte de données personnelles nécessaires à la finalité du service, de déterminer leur durée de conservation, de préparer les mentions d'information et le recueil du consentement des intéressés.

En outre, en cas de fuite de données, la collectivité devra, sauf adaptation prévue par la loi française, notifier auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL) la violation de son système dans un délai de 72 heures, et en informer corrélativement les personnes dont les données figuraient dans les traitements.

La CNIL effectuera un contrôle à postériori. Cela induit que les collectivités devront être en mesure de prouver à tout moment :

- que tout est mis en œuvre pour garantir la vie privée des usagers et des agents,
- qu'elles se trouvent en conformité avec le RGPD.

Une documentation fournie et à jour doit être disponible: registre des traitements, contrats avec les sous-traitants, procédures d'information des personnes, etc.

En cas de manquements, le texte prévoit des amendes et sanctions administratives et pénales très lourdes.

Cette mise en conformité génère une charge de travail et un coût supplémentaire pour les collectivités, qui ne disposent pas toutes des moyens tant financiers qu'humains, nécessaires à ces obligations.

La commune de Villefontaine a engagé cette mise en conformité au RGPD en 2020, de façon externalisée, en confiant cette mission au prestataire GOCONCEPTS :

- Coût de la mission de mise en conformité RGPD : 15 500 € HT
 - Etape 1 : Diagnostic et recensement des données
 - Etape 2 : Propositions d'actions / plan de mise en œuvre / Etablissement du calendrier
 - Etape 3 : Accompagnement à la mise en œuvre et exécution du plan d'actions.
- Coût de la mission DPO externe : 9 200 € HT

Accusé de réception en préfecture
038-213805534-20211011-2021-02-05-CC
Date de télétransmission : 18/10/2021
Date de réception préfecture : 18/10/2021

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2021-02-05 DU 11 OCTOBRE 2021

Sa mission s'achève fin d'année 2021. Afin de poursuivre la mission DPO au sein de la collectivité, il est proposé de souscrire à la démarche de mutualisation proposée par la CAPI, moyen le plus pertinent afin d'optimiser les compétences requises et les coûts générés.

Pour une commune de plus de 10 000 habitants et pour une prestation de suivi, cette mission s'élève à 5 565 € par an.

Vu les dispositions du code général des collectivités territoriales,

Vu les articles 37 et 39 du règlement général à la protection des données personnelles,

Vu la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles,

Vu le projet de convention entre la CAPI et la commune relative à la prestation de services de délégué à la protection des données personnelles,

Vu l'avis favorable de la commission Economie-Finances du 21 septembre 2021,

Le CONSEIL MUNICIPAL, après avoir délibéré à l'unanimité,

APPROUVE le projet de convention de prestation de services de délégué à la protection des données personnelles avec la CAPI.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de prestation de services de délégué à la protection des données personnelles avec la CAPI.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

FAIT ET DELIBERE A VILLEFONTAINE

Le 11 octobre 2021

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,

Patrick NICOLE-WILLIAMS

113